

Faculté de Médecine et de Pharmacie de Lyon

ANNÉE SCOLAIRE 1903-1904. — N° 200

LYON EN 1630

FRAGMENTS D'HISTOIRE MÉDICALE

THESE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

Et soutenue publiquement le samedi 30 juillet 1904

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN MÉDECINE

PAR

Charles-François-Marcel GROZELIER

Né à Verdun-sur-le-Doubs, le 1^{er} novembre 1876.



LYON

A. STORCK & C^{ie}, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

8, rue de la Méditerranée, 8

—
1904



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LYON EN 1630

FRAGMENTS D'HISTOIRE MÉDICALE

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

Et soutenue publiquement le samedi 30 juillet 1904

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN MÉDECINE

PAR

Charles-François-Marcel GROZELIER

Né à Verdun-sur-le-Doubs, le 1^{er} novembre 1876.



LYON

A. STORCK & C^{ie}, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

8, rue de la Méditerranée, 8

—
1904

PERSONNEL DE LA FACULTÉ

MM. LORTET DOYEN.
HUGOUNENQ. ASSESSEUR.

Professeurs honoraires

MM. PAULET, CHAUVÉAU.

Professeurs

	MM.
Cliniques médicales	{ LÉPINE. BONDET. BARD. PONCET. JABOULAY
Cliniques chirurgicales	X.
Clinique obstétricale et Accouchements	X.
Clinique ophtalmologique	GAILLETON.
Cliniques des maladies cutanées et syphilitiques	PIERRET.
Clinique des maladies mentales	WEILL.
Clinique des maladies des enfants	MONOYER.
Physique médicale	HUGOUNENQ.
Chimie médicale et pharmaceutique	CAZENEUVE.
Chimie organique et Toxicologie	BEAUVISAGE.
Matière médicale et Botanique	LORTET.
Parasitologie	TESTUT.
Anatomie	RENAUT.
Anatomie générale et Histologie	MORAT.
Physiologie	TEISSIER.
Pathologie interne	AUGAGNEUR.
Pathologie externe	MAYET.
Pathologie et Thérapeutique générales	TRIPRIER.
Anatomie pathologique	POLLOSSON (Maurice).
Médecine opératoire	ARLOING.
Médecine expérimentale et comparée	LACASSAGNE.
Médecine légale	COURMONT (J.).
Hygiène	SOULIER.
Thérapeutique	FLORENCE.
Pharmacologie	

Professeur adjoint

Physiologie, cours complémentaire DOYON.

Chargés de cours complémentaires

Clinique des maladies des femmes	MM. POLLOSSON (A.), agrégé.
Maladies des voies urinaires	CHANDELUX, —
Maladies des oreilles, du nez et du larynx	LANNOIS, —
Propédeutique médicale	ROQUE, —
Propédeutique chirurgicale	ROLLET, —
Propédeutique de gynécologie	CONDAMIN, —
Anatomie pathologique	DEVIC, —
Accouchements	FABRE, —
Matière médicale	MOREAU, —
Anatomie topographique	DURAND, —

Agrégés

MM.	MM.	MM.	MM.
ROUX	SIRAUD	BÉRARD	VILLARD
COLLET	DURAND	SAMBUC	TIXIER
BOYER	PIC	BORDIER	FABRE
BARRAL	PAVIOT	COURMONT (P.)	REGAUD
MOREAU	NOVE-JOSSERAND	CHATIN	CAUSSE, ch...
VALLAS			

M. BAYLE, Secrétaire.

EXAMINATEURS DE LA THÈSE

MM. LACASSAGNE, président; SAMBUC, assesseur;
MM. MOREAU et PIC, agrégés.

La Faculté de Médecine de Lyon déclare que les opinions émises dans les Dissertations qui lui sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner ni approbation ni improbation.

A MES PARENTS

En témoignage de ma grande affection.

A MON FRÈRE

Pour notre bonne amitié.

AU DOCTEUR MASSON

Le meilleur des oncles.

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE
M. LE PROFESSEUR LACASSAGNE

Officier de la Légion d'honneur.

Avant d'aborder notre sujet, il nous est un devoir à remplir : c'est de remercier tous ceux qui pendant nos études se sont intéressés à nous.

M. le professeur Lacassagne a bien voulu accepter la présidence de notre thèse. Nous sommes heureux, à cette occasion, de lui adresser nos plus sincères remerciements.

M. le professeur Courmont nous a témoigné dans des circonstances difficiles toute sa bienveillance : qu'il nous soit permis ici de l'assurer de toute notre reconnaissance.

Que MM. les professeurs agrégés Villard et Durand, dont nous avons pu apprécier la complaisance, soient également assurés de notre gratitude.

Pendant toutes nos années d'études, nous avons toujours trouvé auprès de notre parent, le docteur Masson, un accueil que nous ne saurions oublier. C'est un grand plaisir pour nous que de rendre ici un hommage public à sa bonté.

INTRODUCTION

Au commencement du xvii^e siècle, vers l'époque où l'histoire de Lyon nous a paru tout particulièrement intéressante au point de vue de la médecine, les connaissances médicales générales étaient déjà fort étendues.

Une des plus grandes découvertes venait d'être faite, passionnait le monde savant et le divisait en deux camps bien tranchés. Harvey venait de décrire, en Angleterre, la circulation du sang (1628) et si Paris refusait encore d'y croire, Montpellier semblait franchement rallié à la théorie nouvelle, les nouveautés n'étant pas pour déplaire à cette Faculté dont était sortie une des figures les plus originales de l'époque : Renaudot, dont la débordante activité avait fait un personnage très connu.

Renaudot après de longs et retentissants démêlés avec la Faculté de médecine de Paris avait obtenu du Parlement l'autorisation d'installer à l'enseigne du Coq d'Or son « Bureau d'adresses et rencontre », véritable agence de publicité.

Dans cette entreprise qui, à prime abord, paraît n'avoir aucun rapport avec la médecine, on trouve la trace très profonde de préoccupations scientifiques qui nous éclairent sur les idées de l'époque.

Les documents mis au jour par Gilles de la Tourette nous montrent en effet ce novateur, dominé par les idées de la contagion des maladies par les hardes, vêtements, tapisseries, créant un règlement pour leur vente, règlement identique à celui que les Échevins de Lyon rendront obligatoire pour éviter la contagion.

Nos ancêtres avaient alors un souci que nous n'avons plus et ne permettaient pas la vente de linge et d'effets ayant servi sans désinfection préalable.

Aselli (1622) étudiait les lymphatiques, mais sa découverte ne permettait pas de prévoir les conclusions qu'on en devait tirer pour l'étude des maladies infectieuses.

La misère générale ayant été augmentée par la peste, on sentait si vivement le besoin de prendre des mesures contre l'épidémie et d'initier le peuple aux pratiques les plus élémentaires de l'hygiène, que c'est cette même année (1630) qui vit naître l'institution des « Consultations charitables » dans les hôpitaux de Paris d'abord.

La décision royale qui autorisait cette nouveauté, installait ainsi la première de ces consultations gratuites qui répondaient si bien à un besoin général, qu'elles se sont continuées jusqu'à nos jours.

C'est encore en 1630 que la crainte des maladies fait prendre aux Recteurs de nos hôpitaux lyonnais la

décision de ne plus placer plusieurs malades dans un même lit.

On organise aussi définitivement les distributions de secours aux malheureux, dans les *quémanderies*, et cette organisation est conservée à peu près intacte par les distributeurs des bureaux de bienfaisance jusqu'en 1890.

Enfin, cette époque marque l'apogée de la puissance communale (1) et les pouvoirs civils obtiennent les lettres-patentes qui permettent d'instituer les premières commissions d'hygiène, d'installer les premiers hôpitaux d'isolement, les hospices de quarantaine, etc.

Dès cette année (1630), les rouages de toutes ces organisations fonctionnent si bien que la peste ne fera désormais plus que de courtes et rares apparitions, de moins en moins meurtrières.

(1) L'organisation des pouvoirs communaux subira en effet bientôt de profondes modifications, mais heureusement leur œuvre survivra et quand, sous Louis XIV, les nombreux édits de Colbert étant restés sans résultats pour réprimer les abus, le pouvoir des échevins disparaîtra dans tout le royaume, les services rendus par les commissions d'hygiène assureront la conservation du principe, empêcheront de les oublier et elles persisteront jusqu'à nos jours, se modifiant au gré des circonstances.

LYON EN 1630

Fragments d'Histoire médicale.

CHAPITRE PREMIER

Le vœu de Notre-Dame de Lorette. — Un procès médical en 1630. — Etendue du pouvoir des échevins.

Si toute la période qui correspond au début du xvii^e siècle est, comme nous venons de le voir, si riche en événements importants au point de vue médical, il est bien peu d'années qui méritent à autant de titres que 1630 une place à part dans l'histoire de Lyon.

A cette date en effet, si les épidémies de peste n'avaient pas complètement disparu, la maladie contagieuse n'en paraissait pas moins fort atténuée.

Elle était à peu près enrayée et on ne signalait plus que quelques cas isolés.

La sécurité de la ville semblait même si complète que le roi Louis XIII pour se tenir plus près de ses troupes qui guerroyaient en Savoie sous le commandement du cardinal Richelieu y avait établi son séjour, *en Bellecour*, chez M. de Chaponnay, dit Bassompierre dans son Journal.

Les reines, Anne d'Autriche et sa belle-mère Marie de Médicis, l'avaient accompagné ainsi que toute la

Cour qui y demeura pendant les mois d'août et de septembre 1630.

L'imagination populaire avait été fort vivement frappée de la disparition rapide du fléau qui avait ravagé la ville avec une violence inouïe en 1628 et 1629 et qui avait disparu d'une façon presque complète. Conformément aux idées de l'époque et à l'origine quasi divine qu'on attribuait au fléau, cette amélioration de l'état sanitaire était tout naturellement attribuée à l'apaisement « de la colère de Dieu », MM. les Échevins et Prévôts des marchands pour toute la ville ayant eu recours à la « source de grâce » et rendu à la chapelle de Notre-Dame de Lorette le célèbre vœu qui s'est perpétué jusqu'à nos jours (1).

Heureusement ceux qui avaient la charge de la santé publique, ne s'en étaient pas tenu exclusivement à cette pieuse manifestation, dont le seul résultat indiscutable fut de relever les courages défaillants et de donner de l'espoir à bon nombre de désespérés.

Les autorités avaient étudié le mode de propagation de la maladie et préparé les moyens de s'y opposer. Elles avaient élaboré et n'hésitaient pas à appliquer très sévèrement des règlements sanitaires, à l'effi-

(1) Nous voyons en effet dans l'avertissement du lecteur de « l'Ordre public pour la maladie contagieuse » que c'est en 1629 que Lyon se mit sous la protection de la vierge de Fourvière ; c'est cette date qui marque effectivement la décroissance de la maladie, mais ce n'est qu'en 1643 que ce vœu solennellement renouvelé, au lieu d'avoir le caractère d'une grâce spéciale, demandée dans un moment de danger, prit celui d'une consécration définitive mettant Lyon sous la protection de la vierge et instituant la cérémonie qui se nomme encore aujourd'hui « Renouvellement du vœu des Échevins. »

cacité desquels elles croyaient fermement et qu'elles prirent soin de faire imprimer parce qu'il leur a semblé qu'il était nécessaire d'en laisser le souvenir à la postérité afin que si « par la grâce de Dieu, ayant demeuré longtemps sans être affligés de cette grave maladie ; si après ce temps que Dieu ne veuille ! il arrivait du mal, l'on puisse éviter pareil désordre que celui qui s'est vu en l'année 1628 en observant chacun ce qui a été observé dans la fonction des charges tant des commissaires, chirurgiens, qu'autres officiers, ainsi que le tout est complètement marqué ci-après (1) ».

C'est précisément par ces documents originaux datés de 1630 (et ceux qui ont été réunis et imprimés plus tard (en 1670) sous le nom de l'*Ordre public pour la ville de Lyon pendant la maladie contagieuse*) que nous pouvons nous faire une idée de ce que furent les ordonnances d'hygiène dont l'inobservation entraînait les peines et les châtimens les plus graves : « Les pénalités qu'encouraient tous les habitants de la ville permirent d'établir la police pour empêcher la fréquentation des infects avec ceux qui ne l'étaient pas ; quelques mises à mort faites publiquement aidèrent chacun dans l'observation des ordonnances de santé (2). »

M. le professeur Courmont, dans une conférence à laquelle nous avons fait de nombreux emprunts, écrit page 28 :

(1) V. Avertissement au lecteur de l'Ordre public pour la maladie contagieuse.

(2) V. : Ordre public. *Loc. cit.*

« Bien plus, il est arrivé qu'on a voulu donner à la population un avant-goût des peines qui atteindraient les récalcitrants : on se saisissait de cent ou deux cents malandrins et on les pendait autour des remparts pour étonner les autres. C'est du moins ce qu'affirment certains auteurs. Parfois ceux qui n'étaient pas pendus subissaient le supplice de l'estrapade.

« Les cadavres étaient jetés dans le Rhône du haut du pont de la Guillotière, par une oubliette dont on voit encore, paraît-il, l'orifice inférieur sous une des arches du pont actuel. J'aime à croire que ces cruelles mesures n'étaient pas habituelles et qu'on nous a transmis les récits d'actes exceptionnels dus à un affolement passager (1). »

À la fin de 1629, Lyon avait repris sa physionomie et ses préoccupations ordinaires ; toutes les maisons avaient été blanchies et parfumées, c'est-à-dire désinfectées.

Les habitants avaient été autorisés à les habiter à nouveau, et le danger passé était si bien oublié qu'au début de 1630 une corporation para-médicale qui avait montré un dévouement admirable

(1) Nous devons à la vérité de déclarer que la citation que nous avons faite est la seule que nous ayons trouvée affirmant non pas des centaines, mais quelques exécutions.

Quant à l'oubliette, ce serait d'après certains ingénieurs des ponts-et-chaussées une légende sans fondement. On aurait pris pour un orifice percé dans la voûte d'une arche une cavité primitivement destinée à recevoir des pièces de bois d'un pont-levis disparu depuis longtemps.

était obligée d'intenter un procès pour obtenir que les promesses faites en temps d'épidémie fussent tenues une fois la peste disparue.

Ce procès qui débute avec l'année dont nous nous occupons était celui des barbiers-chirurgiens qui, ayant soigné les pestiférés, avaient ainsi obtenu, des Échevins et Prévôts, le droit d'exercer leur art sans passer par les examens qu'on devait subir ordinairement.

La corporation des chirurgiens-barbiers ordinaires, représentée par Claude Benoît, faisait opposition à la délivrance des *lettres de maîtrise* à ceux que les échevins voulaient leur imposer comme confrères.

Un premier jugement était intervenu le 6 mai 1630 (Arrêt du Grand Conseil dudit jour), mais appel avait été fait et ce n'est que le 6 septembre de la même année que le litige fut définitivement jugé.

Ce procès mérite de nous arrêter un instant non seulement parce qu'il dut passionner le monde médical de cette époque et parce qu'il jette un jour tout spécial sur la corporation intéressée et les pouvoirs étendus des Echevins, mais parce qu'en même temps cet arrêt du Grand Conseil met fin à une contestation née dans des conditions qui nous initient par certains détails sur le rôle joué par le corps médical dans les épidémies de peste si fréquentes alors.

L'épidémie de peste qui sévit du mois d'août au mois de septembre 1628, avait été si violente que nombre de chirurgiens avaient quitté la ville et, afin d'assurer aux pestiférés les secours indispensables,

les pouvoirs publics avaient dû faire appel non seulement aux chirurgiens des villes voisines, mais encore à toutes les personnes de bonne volonté.

Pour récompenser le zèle et le dévouement de ces infirmiers volontaires, on leur offrait des appointements assez maigres — 100 livres par mois furent le maximum du traitement — mais de plus, les Prévôts des marchands et Echevins avaient obtenu du roi le pouvoir de leur conférer le titre et les prérogatives de maîtres-chirurgiens, sans les astreindre aux « expériences » portées par les statuts de la communauté des Maîtres-barbiers et chirurgiens ordinaires de la ville.

Le danger des épidémies de 1628 et 1629 une fois passé, comme cela était facile à prévoir, la corporation des barbiers voulut trouver, dans la procédure, un moyen de se débarrasser de ces nouveaux et gênants confrères. Fort peu loyalement, il faut le reconnaître, on leur refuse les lettres de maîtrise, bien que le 10 mai 1630, le Grand Conseil ait donné l'ordre de délivrer lesdites lettres.

Battus en première instance, la corporation des Chirurgiens-barbiers ordinaires fit tout naturellement opposition, afin de gagner au moins du temps. En appel, et devant une juridiction nouvelle, l'affaire revint contradictoirement le 21 octobre 1630. Les demandeurs étaient au nombre de dix-huit (1). C'étaient Ferry de la Fleur, Nicolas Blanchard, Jacques Crestenet, Cosme Collet, Noel Félix, Pierre

(1) Ce qui prouve l'intensité de l'épidémie qui venait de finir puisqu'on nommait un chirurgien pour 40 malades à l'hôpital.

Fraisse, Jean Thevenet, Charles Bailly, César Hilaire, Gabriel Cartier, Bertrand Andrieu, dit la Rivière, Nicolas Herbillon, dit la Vallée, Jean de Sainte-Luce, dit le Picard, Thomas Hébert, Paul Bouffin, dit la Croix, Balthazar Androdieu, Pierre la Fond et Charles Rouanne. La corporation régulière des barbiers-chirurgiens était représentée par Claude Benoit, lieutenant en premier du roi en la ville de Lyon, dont nous avons déjà parlé.

Les demandeurs eurent gain de cause. Le droit des Échevins de nommer des chirurgiens-barbiers sans examen ne fut d'ailleurs pas sérieusement contesté, les textes étaient trop précis et les précédents trop nombreux.

Cependant, pour donner une légère satisfaction à la corporation qui perdait son procès, le jugement décida que les nouveaux chirurgiens auraient le droit de « tenir apprentis, pendre enseignes « es boîtes », mais qu'ils n'auraient pas voix délibératives aux réceptions des aspirants à la maîtrise dudit art pendant six ans » si mieux, dit le texte, ils n'aiment faire les opérations accoutumées, — c'est-à-dire subir l'examen dans les formes ordinaires, — auquel cas ils auront voix délibératives ».

Les dix-huit plaideurs qui avaient eu la double chance d'échapper à la contagion et de gagner leur procès purent dès lors exercer tranquillement leur profession, au moins pendant quelque temps.

Nous disons à dessein pendant quelque temps, car si cet arrêt intervenu dans un différend d'ordre médical indique bien formellement qu'à l'époque où il a été

prononcé, les pouvoirs publics considéraient l'épidémie comme terminée, ce même procès en engendra d'autres. C'est ce qui nous prouve qu'il ne se passait pas bien des années sans qu'on pût voir se réveiller l'épidémie et sans que le corps des Échevins fût obligé de réorganiser son service d'ordre contre la maladie contagieuse.

En 1643, en effet, un des gagnants du procès de 1630 reparaitra. Cette fois, il plaidera contre les Échevins eux-mêmes.

Pourvu du diplôme et investi du pouvoir d'exercer, il émettra la prétention de se soustraire à l'autorité des Échevins, et en fait, il fit effectivement trancher par les tribunaux de l'époque un point particulier d'une certaine importance.

Il prétendait que le titre obtenu en récompense de ses services rendus autrefois, en temps d'épidémie, le dispensait *pour l'avenir* de continuer ses soins sur l'ordre des Échevins aux malades atteints de peste.

Les Prévôts des marchands et Échevins soutenaient au contraire, qu'en considération des faveurs obtenues et octroyées autrefois, ces maîtres chirurgiens qu'ils avaient investi du droit d'exercer sans subir les examens de la corporation, devaient leur *vie durant* en cas de nécessité leurs soins aux pestiférés.

Le barbier récalcitrant qui se nommait Sainte-Luce soutint sa prétention jusqu'au bout, épuisant toutes les juridictions jusqu'à ce qu'un arrêt du Grand Conseil intervint le 18 décembre 1643.

La conclusion de cet arrêt est à retenir pour l'histoire de la chirurgie de ce temps.

« Les Prévôts des marchands et Échevins, est-il dit dans le sommaire de l'arrêté, sont confirmés aux pouvoirs qu'ils ont de faire des maitres-chirurgiens dans la ville de Lyon, lorsque ladite ville est affligée de la contagion, sans que lesdits chirurgiens tenant la maîtrise desdits Prévôts des marchands et Échevins se puissent dispenser pour quelque occasion que ce soit du service qu'ils doivent au public, lorsque ladite ville est affligée de la maladie contagieuse. »

Cette longue procédure aboutissant donc en fin de compte à confirmer les privilèges des Echevins et sanctionnant leur droit de créer des praticiens en chirurgie montre l'étendue et la variété un peu inattendue des pouvoirs conférés par l'autorité royale aux élus de la ville de Lyon.

En acceptant l'investiture municipale, les chirurgiens qui avaient donné leurs soins aux pestiférés devenaient fonctionnaires à vie, ne pouvant échapper par aucune démission possible aux inconvénients d'une charge particulièrement dangereuse à certaines époques.

Les pouvoirs conférés aux Echevins eurent une durée quasi illimitée, car on ne trouve nulle part la trace d'une date indiquant l'époque à laquelle ils furent retirés.

Il est probable qu'ils devinrent simplement caduques et disparurent, ou plutôt tombèrent en désuétude quand la peste eut elle-même complètement disparu.

Cette procédure montre bien aussi que l'on peut considérer les épidémies de peste qui sévirent pen-

dant le xvi^e et le xvii^e siècle comme les manifestations d'une maladie à rechute qui atteignait la collectivité toutes les fois que cette collectivité oubliait les prescriptions de son régime comme aurait pu le faire un typhique en convalescence.

Cette vérité que des statistiques exactes auraient pu seules mettre en évidence était cependant pressentie par ceux à qui incombait la charge et le devoir de veiller sur la santé publique.

Étant donnée la terreur qu'inspirait le fléau et ses terribles ravages, rien ne paraissait trop sévère pour enrayer la maladie contagieuse comme on disait alors.

Pour parer à toute éventualité et ne jamais se laisser surprendre, les pouvoirs civils tenaient à faire confirmer leurs droits en toutes occasions et de toutes manières.

Ils avaient sous la main un personnel toujours prêt et pour savoir ce qu'il avait à faire, le personnel n'avait qu'à prendre connaissance de l'ensemble des mesures auxquelles on attribuait la diminution de la mortalité et la disparition du mal.

Ce sont ces documents, qui constituent le règlement d'hygiène le plus ancien et le plus complet par la minutie des détails qui ait précédé les règlements élaborés de nos jours par les Commissions qu'instituent de temps en temps les arrêtés ministériels, préfectoraux ou autres.

Ce sont également ces ordonnances qui constituent l'*Ordre Public* dont l'auteur dit :

« Après avoir possédé une parfaite santé pour le

regard de la maladie contagieuse, l'espace de quarante années ou environ, ayant oublié l'affliction reçue depuis les années 1581 jusqu'en l'année 1587 et les préceptes que l'on avait pratiqués pendant ce temps, fut l'occasion qu'en l'année 1628 la maladie fit un ravage prodigieux...

« Malgré cette gravité exceptionnelle, la terrible maladie fut rapidement enrayée et Lyon devint habitable en 1630 par la réformation de tous les manquements depuis 1628 et grâce à la diligence des sieurs Commissaires et la fidélité aux officiers qui exercent leurs ordres. »

C'est le rôle de ces Officiers et de ces Commissaires, ce sont les organisations qui existaient en 1630 et qui étaient faites pour prévenir tous « les manquements » que nous allons étudier maintenant.

CHAPITRE II

Organisation des pouvoirs sanitaires. — Les premières commissions d'hygiène, leurs pouvoirs. — Lettre patente d'Henri IV investissant les échevins et prévôts des pouvoirs les plus étendus. — Fonctionnement des commissions en temps de peste.

Les pouvoirs publics ayant décidé de réunir en un volume les documents, arrêts, jugements, ordonnances et instructions renfermant tout ce que l'expérience avait montré utile en temps de peste, ce travail fut confié à gens d'expérience nommés : Commissaires, députés pour le fait de la santé de la ville de Lyon.

Les auteurs de cette œuvre dédièrent l'édition définitive de leur ouvrage (en 1670) à Camille de Neuville, archevêque et comte de Lyon, et lui donnèrent le titre d'Ordre public pour la ville de Lyon pendant la maladie contagieuse augmenté de plusieurs observations et d'un traité de la peste (1).

(1) A Lyon, chez Antoine Valançal, grand rue Confort, à l'enseigne de Saint-Hiérôme.

C'est ce livre qui contient l'exposé des mesures prises en 1630 ; c'est là que se trouvent indiqués le nombre des fonctionnaires à créer, leur rôle, leurs pouvoirs, leurs rapports entre eux : on y a prévu jusqu'au modèle des déclarations à faire, entrant ainsi dans tous les détails les plus minutieux.

Les auteurs disent en effet : « Ayant oublié (en 1628-1629) les préceptes pratiqués pendant ce temps (1581-1587) et l'affliction reçue en ces années, la maladie fit un ravage si prodigieux et l'effroi fut si grand que l'on ressemblait à des personnes dormant sans inquiétude dans des lits mollets et surpris par des ennemis à l'avantage qui terrassent tout ce qui se présente à eux. »

L'organisation sanitaire modèle qui servit dès lors de type fut donc celle dont les efforts eurent une si heureuse et si remarquable influence sur l'épidémie de 1628-1629. Il n'en est pas moins vrai qu'elle avait dû fonctionner, du moins sous une forme plus rudimentaire, lors des épidémies précédentes, mais il nous a été impossible de trouver les traces authentiques d'une organisation aussi complète que celle dont on constate l'existence dans les Procès verbaux des commissaires de la santé de 1630, bien qu'avant cette époque Lyon ait été à maintes reprises ravagée par les épidémies de peste.

*
* *

L'histoire de ces épidémies a été faite plusieurs fois et tout récemment encore par M. le profes-

seur Courmont, dans une très intéressante conférence où nous puisons l'historique suivant :

« Dès 571, 593, 597, à des périodes correspondant à la peste de Justinien, la région lyonnaise est déjà contaminée.

« En 1348, au moment de la « peste noire », Lyon a été, s'il est possible, encore plus éprouvé que le reste de l'Europe, si l'on en croit le dicton suivant :

« En mil trois cent quarante-huit

« De cent ne demeurait que huit.

« En 1474, nouvelle épidémie.

« En 1493, la peste semblait avoir enfin disparu, Charles VIII était à Lyon marchant à la conquête de Naples, lorsque brusquement, un dimanche, la peste éclata ; plus de cent cas furent signalés pendant les premières vingt-quatre heures.

« L'épidémie de 1557 reste célèbre par la présence à Lyon du célèbre Nostradamus venu pour soigner les pestiférés.

« En 1564, alors qu'on ne signale dans le reste de l'Europe aucune recrudescence de peste, Lyon est de nouveau décimé par une épidémie épouvantable qui tue la moitié de la population, les survivants ne dépassent pas 30.000 (1).

(1) Ce chiffre de 30.000 est probablement inférieur à la vérité et le nombre des survivants doit avoir été plus considérable, car cinquante ans après seulement Lyon pouvait accueillir, nourrir et sauver de la famine 8.000 pauvres venus du dehors « sans compter ceux de la ville » (*Institution de l'Aumône générale de Lyon*, page 2), et de plus, juste cent ans plus tard, des documents officiels portent la population à 150.000 habitants, bien que des épidémies successives aient décimé longtemps et périodiquement la ville.

« En 1628, continue le professeur Courmont, Lyon est de nouveau repeuplé, une nouvelle épidémie éclate, c'est peut-être la plus meurtrière de toutes, les estimations parlent de 70.000 victimes.

« En 1631, dit l'*Ordre public*, le mal commençait de nouveau à augmenter, non toutefois si furieux comme auparavant, ayant rencontré des personnes plus assurées et de prévoyance et secours pour empêcher le progrès et la réformation de tous les manquements depuis 1628 a si bien réussi que, par la grâce de Dieu, si la maladie n'a cessé entièrement, du moins n'a pas fait si grand ravage comme par le passé. »

Les précautions prises à partir de 1631, précautions auxquelles cette citation fait allusion, désignent bien formellement l'année 1630, comme celle qui a vu naître une organisation sanitaire ayant des statuts précis, un règlement, un personnel qui en faisait un rouage nouveau mi-administratif, mi-médical méritant une étude à part.

L'acte de naissance de cette commission sanitaire qui ne devait rendre de services qu'au milieu du siècle suivant est constitué par une lettre patente de Henri III et datée de Paris, 3 septembre 1581. Voici son texte *in extenso* :

Lettre patente de Henri III par laquelle il confirme auxdits Prévôts des Marchands et Échevins le pouvoir de convoquer les bourgeois et notables de l'hôtel commun de la ville et contraindre tous les habitants d'icelle d'aller aux portes en qualité de notables ou autrement : comme de faire le guet et gardes qui leur seront par eux

ordonnés. Et de plus, ladite leur confirme le pouvoir de nommer et élire des juges et des députés pour le fait de la santé de ladite ville avec pouvoir de mulctier les contrevenants aux ordonnances de ladite santé par peine pécuniaire ou autrement comme il sera avisé.

Henry, par la grâce de Dieu, roy de France et de Pologne, à tous ceux qui cette présente lettre verront, salut ; nos chers et bien aimés Consuls, Échevins de notre ville de Lyon, nous ont fait démontrer que ladite ville de Lyon est à présent tellement affligée de maladie contagieuse, qu'à cause d'icelle la plupart des ecclésiastiques, gens de notre justice et le reste des plus apparents de ladite ville craignant le danger de ladite contagion, se sont retirés aux champs et est par ce moyen icelle ville demeurée dépeuplée de la meilleure partie des plus signalés habitants, qui devaient servir d'exemple à ceux qui y sont demeurés, même aux artisans et menu peuple, fort retiré de toute vertu et civilité, ne tenant compte d'aucunes ordonnances politiques faites par lesdits Consuls Echevins et ceux qui ont été par eux députés soit pour le bien de la santé ou autrement.

D'autant même qu'iceux habitants n'ont eu cy-devant aucune juridiction, à faute de laquelle ils ont, à leur plus grand regret et dommage irréparable du Public, connu par expérience que ladite contagion y a été apportée par les gens venant des lieux suspects, lesquels ont eu libre accès en ladite ville, parce que quelques-uns des plus apparents d'icelle qui devaient faire la planche aux inférieurs n'ont jamais été aux postes comme notables, quelques ordonnances et résolutions qu'aient-ils sur ce, faites au Conseil tenu chez notre aimé et féal Chevalier de notre ordre, conseiller en notre Conseil d'État, Gouverneur et notre Lieutenant général en nos Pays du Lyonnais, Forez et Beaujolais, le sieur de Mandelot, encore qu'il ne leur fut ordonné d'y aller qu'une fois le mois, sous couleur qu'il leur semble que lesdits Consuls Échevins qui sont communément appelés et tenus pour pères du peuple, n'ont aucune autorité pour enjoindre de faire le guet auxdites portes, façoit qu'ils nous aient fait la fidélité et hommage de la garde de ladite ville. Et davantage est cy-devant advenu et advient journellement que quand lesdits Consuls Échevins et Conseillers de ladite ville, mandent par leurs mandeurs ordinaires lesdits notables de se trouver en l'hôtel commun d'icelle, afin d'ensemble aviser des choses survenant pour le lieu de notre service, ou autres leurs affaires publiques et politiques qu'ils y détaillent par un certain mépris et conternement d'eux, de sorte qu'ils sont contraints pour n'être nombre suffisant, d'intermettre, voire totalement délaisser lesdites affaires. Ce que pour l'avenir pourrait altérer le repos d'icelle pour la division et la désolation qui s'en pourrait ensuivre.

A quoi voulant pouvoir et maintenir lesdits Consuls Échevins en l'autorité qui leur est due pour la charge qu'ils ont en ladite ville : sçavoir faisons, que pour ces considérations et autres bons respects, avons dit, déclaré et ordonné, disons, déclarons et ordonnons par ces présentes, que dorénavant tous lesdits notables, sans aucun excepté qui seront appelés en l'hôtel commun de ladite ville, de l'ordonnance desdits consuls échevins par leurs mandeurs ordinaires, soit pour affaires concernant le lieu de notre dit service, ou autres affaires publiques et politiques d'icelle, seront tenus d'y comparaitre personnellement, sinon en cas de maladie ou autre légitime empêchement, sur peine de telle amende pécuniaire que de raison, à l'arbitrage desdits Consuls Échevins et d'autant que ladite ville est limitrophe. Voulons et nous plait, que les guets et gardes ordinaires et accoutumés par les habitants d'icelle y soient, comme très requis et nécessaires et conservés et entretenus. Et à cette fin, que toutes personnes, de quelque état, qualité, et condition qu'elles soient, sauf les gens d'église, aillent comme notables aux portes, guet et gardes les jours ordonnés par les billets qui leur seront portés de la part desdits Consuls Échevins, par leurs dits mandeurs ordinaires, selon l'ancienne coutume de tout temps observée en ladite ville, sous pareilles peines pécuniaires qui seront aussi arbitrées par lesdits Consuls Échevins auxquels nous permettons et ordonnons pouvoir, et aux notables bourgeois, *qui au temps de la contagion, seront par eux commis au fait de la santé, de faire telles ordonnances politiques qu'ils devront être utiles et nécessaires pour ladite santé*, en ayant égard au temps et aux personnes, et que les contrevenants et infracteurs d'icelle soient punis et mulctés d'amendes selon l'exigence du cas, nonobstant toutes oppositions ou appellations, attendu qu'il s'agit du fait de Police, pourvu que les sentences, qui seront pour ce données contre les contrevenants soient faites par cinq ou sept notables députés du fait de la santé, entre lesquels il y ait un ou deux de robe longue.

A la charge que les amendes qui seront ainsi adjudgées seront converties et employées pour la nourriture des pauvres malades de ladite contagion et autres œuvres pies et non ailleurs. Et à ces fins sera commis par lesdits consuls Échevins, quelque notable personnage qui en fera la recepte et distribution, auxquels ils feront taxe selon ses mérites et vacations ; et au payement desquelles amendes nous voulons iceux contrevenants être contraints par toutes voies dues et raisonnables, par le Prévôt de nos aimés et féaux les Maréchaux de France.

Lieutenant de Robe-courte, Chevalier du guet, leurs archers et sergents, Mandeurs ordinaires de ladite ville, et le premier d'eux sur le

requis : auxquels et à chacun d'eux nous enjoignons de mettre à entière exécution les sentences et ordonnances, tant du bureau de ladite ville que celui de la santé, sans aucune connivence; et dissimulation, sous peine de suppression de leurs offices.

Donnons en mandement au sieur Mandelot, sénéchal audit Lyon, ou ses lieutenants, gens tenant le siège présidial audit lieu et à chacun d'eux qu'il appartiendra que cette dite présente, ils fassent lire, publier enregistrer, garder, entretenir et observer inviolablement de point en point, selon la formule et teneur, sans y contrevenir ni souffrir qu'il y soit contrevenu, en quelque sorte et manière que ce soit, en contraignant et faisant contraindre de part nous à ce faire, souffrir et obéir tous ceux qui pour ce seront à contraindre par toutes voies raisonnables, nonobstant les susdites oppositions, appellations et empêchements quelconques. Car tel est notre bon plaisir. Et témoin de ce, nous avons fait mettre notre sceau à cette dite présente. Donné à Paris le troisième jour de septembre, l'an de grâce mil cinq cent quatre-vingt un et de notre règne le huitième. Signé : Par le Roy en son conseil, *Thiellement*, et scellé du grand scel de cire jaune sur double queue.

Depuis cette époque à chaque épidémie nouvelle correspondent de nouvelles lettres patentes, mais qui ne font que confirmer simplement celle que nous venons de citer et qui rajeunissent sans les modifier les pouvoirs des Echevins, pouvoirs aussi étendus qu'il était possible et qui sont allés jusqu'à l'application de la peine de mort (1).

*
* *

La lecture de ces documents montre la ville de Lyon jouissant d'une indépendance au moins égale à celle que nous avons aujourd'hui et si une comparaison peut-être faite entre les pouvoirs des Echevins,

(1) Lettres patentes du 10 mai 1505 de Henri III, 22 juin 1607 de Henri IV.

Prévôts des marchands et notables et ceux de nos conseils municipaux actuels, il faut reconnaître que l'indépendance communale sous la royauté permettait une action autrement énergique et autrement efficace que l'organisation actuelle.

Marseille menacé par une invasion de peste n'aurait pas offert le regrettable spectacle d'installation de quarantaines dont la critique a été faite récemment avec une autorité et une sévérité bien méritée par un des plus estimés de nos maîtres lyonnais.

Au lieu de mettre en branle tout l'appareil du pouvoir législatif qui se meut si péniblement et s'attarde indéfiniment à des lectures de rapports, à des renvois de Chambre en Chambre, à des retards de promulgation, au lieu de se dépenser en un immense effort que la multiplicité des rouages absorbe sans aucun rendement utile et sans que les responsabilités, en cas de catastrophes, puissent être nettement établies, les Echevins et Prévôts des marchands se réunissaient entre eux.

Ils « faisaient des remontrances » au Comte de Lyon, lieutenant général, gouverneur du pays lyonnais, en même temps archevêque de Lyon, qui avait en mains des pouvoirs, en cette circonstance, analogues à ceux de nos préfets actuels. D'ailleurs, l'expression « faire des remontrances » doit être comprise dans le sens qu'elle avait à cette époque où elle ne comportait aucune intention de blâme et voulait simplement dire « faire connaître officiellement un désir ».

A ces remontrances, l'autorité répondait par l'en-

voï des Lettres patentes accordant comme nous venons de le voir les pouvoirs les plus étendus ou confirmant les pouvoirs anciens.

En vertu de cette investiture ou de cette délégation de pouvoirs, le conseil des Échevins, Notables, Prévôts des marchands nommait une véritable commission d'hygiène (1), créait des fonctionnaires, fixait leurs appointements, déterminait les pouvoirs de chacun et tenait énergiquement la main à ce que les contrevenants aux ordonnances de santé fussent immédiatement, quand il y avait lieu, jugés et même punis des peines les plus graves (multctés).

Les pouvoirs de la commission en la rendant en même temps absolument indépendante et seule responsable, réunissaient dans les mêmes mains ce que nous appellerions des pouvoirs administratifs et des pouvoirs judiciaires.

Les archers du prévôt, les archers du guet, de robe-courte et tous les autres officiers de la ville étaient à la disposition des commissaires de la Santé pour obéir à toutes réquisitions.

*
* *

Au moindre signe de peste, on installait immédiatement cette commission spéciale dont le nombre des membres était fixé à dix.

Cette commission devait rester en fonctions jus-

(1) Le véritable nom était comme l'indique la lettre patente d'Henri III : « Commissaires notables députés du fait de la santé. »

qu'à la fin de l'épidémie et ne disparaissait qu'avec elle. C'est après 1630 seulement, que fut dissoute celle qui avait fonctionné pendant les épidémies de 1628-1629 ; elle avait été constituée de façon à donner toutes garanties et comprenait :

Deux magistrats ;

Un médecin et un ex-consul ;

Six bourgeois ou marchands.

Les délibérations pour l'ordinaire pouvaient être prises quel que fût le nombre des membres présents et leurs qualités. Mais pour juger les contraventions, la présence de deux magistrats et d'au moins trois autres membres était absolument obligatoire.

Il est difficile d'imaginer un mécanisme donnant à la fois plus de rapidité et plus de sécurité.

De nos jours, en cas d'épidémie grave, réclamant des mesures énergiques de défense collective, chacun pouvant retarder l'application de ces mêmes mesures en ayant recours aux délais de la procédure, on aurait presque à regretter ou à rétablir un tribunal aussi expéditif que celui qui fonctionnait sous Louis XIII.

*
* *

Le corps des Echevins et Prévôts des marchands s'attachait immédiatement à défendre l'entrée de la ville aux suspects et faisait l'isolement sévère des « Infects » comme on disait à l'époque.

Cet isolement était facile à réaliser puisqu'en 1630, Lyon n'avait à craindre l'envahissement de la peste

que par la route d'Italie ou de Savoie qui amenait par le pont de la Guillotière les habitants des pays situés sur la rive gauche du Rhône.

Des compagnies étaient organisées pour faire le guet aux portes et surtout aux portes du Rhône, mais c'était du reste une grosse difficulté que d'assurer régulièrement ce service du guet qui devait être fort désagréable et auquel chacun désirait se soustraire en invoquant suivant le cas tantôt un privilège particulier, tantôt un droit de corporation ou de naissance.

Comme on l'a vu dans la lettre patente citée plus haut, les Échevins tinrent bon et, de par le roy, cet important service fut rendu obligatoire pour tout le monde sans exception, ou mieux : furent seuls exceptés les ecclésiastiques auxquels furent dévolus d'autres devoirs à remplir pour compenser ceux dont ils étaient dispensés.

Moines ou prêtres recevaient les testaments des pestiférés (1), remplissaient leurs ministères dans les quarantaines, accompagnaient les officiers dans leurs rondes (2), veillaient au blanchissage du linge et parfumage des maisons et des hardes (3), dirigeaient et accompagnaient les hospitaliers. C'est à eux, en un mot, qu'étaient dévolus les postes où il fallait savoir lire et écrire, faire des rapports aux pouvoirs publics, établir des certificats.

Chacun devait être à son poste sous peine de châ-

(1) O. P., p. 42.

(2) O. P., p. 44.

(3) Pour empêcher les détournements et les vols.

timents, « manants, habitants, officiers, bourgeois et notables de quelque qualité qu'ils soient sans aucun excepter », dès que les lettres patentes avaient été lues en la forme ordinaire et ces lettres étaient publiées à haute voix dans les carrefours et sur les places publiques, afin que personne ne puisse prétendre « cause d'ignorance et que la volonté de sa Majesté vienne mieux à la notice et à la connaissance de chacun ».

La commission sanitaire ne se contentait pas seulement de prendre toutes les mesures pour le maintien de l'ordre public et empêcher le désordre et la confusion, elle recrutait et plaçait à son poste le personnel que nous pourrions nommer subalterne, elle organisait aussi le service de santé et surveillait le personnel médical dont nous allons dire maintenant quelques mots.

CHAPITRE III

Organisation du personnel médical. — Le médecin en chef. — Les barbiers-chirurgiens, leur rôle, leurs devoirs, leur recrutement, leurs récompenses. — Les hospitaliers, les gardes, les parfumeurs.

Le personnel médical était constitué par un chef de service, médecin, membre de la commission sanitaire qui avait la haute main sur tout le service. Audessous de lui était un nombre variable mais assez élevé de chirurgiens-barbiers chargés des pansements et enfin des infirmiers ou hospitaliers également en nombre dépendant de l'intensité de la contagion.

C'est un groupe de ces chirurgiens-barbiers placés sous les ordres du médecin qui avait gagné le procès de 1630 et obtenu le droit d'exercer en vertu d'une autorisation ou plutôt d'un pouvoir ordinairement réservé aux membres de la Faculté et momentanément conféré aux autorités civiles.

Il semble bien que ce droit et ces pouvoirs n'aient

existé d'abord qu'en faveur de la ville de Lyon, mais il est certain que plus tard le même *Ordre de la maladie contagieuse* ayant été communiqué sur la demande de Colbert et des archevêques de Lyon aux gouvernements de Champagne, Picardie et Normandie, le privilège de créer des barbiers-chirurgiens sans leur imposer les épreuves ordinaires préalables dut être exercé un peu partout à cette époque.

C'étaient donc plutôt des stagiaires que des gens d'expérience qui donnaient les soins nécessaires aux pestiférés et que le médecin chef de service avait sous sa direction : c'est pour ce motif que l'*Ordre* précise que deux fois par semaine le médecin doit visiter à leurs postes les chirurgiens et leur donner les instructions nécessaires.

Il devait surveiller tout particulièrement à cause de son importance l'hôpital des pestiférés (Saint-Laurent) et « avoir l'œil sur ceux qui sont préposés aux visites dans la ville et aux faubourgs ». En dehors du parfumage des maisons, des hardes et de l'achat des drogues, il donnait des indications pour la durée des quarantaines et s'occupait aussi des établissements dits aujourd'hui établissements insalubres (tanneurs, corroyeurs, chandeliers, faiseurs de cordes, d'instruments).

Il faisait faire aussi des visites particulières chez les tripiers et les poulaillers et vérifiait la qualité des viandes mises en vente par les bouchers.

On peut d'ailleurs se rendre assez bien compte de l'étendue de son rôle et de ses fonctions en étudiant de quelle façon on procédait pour assurer dès le

début de l'apparition de la maladie contagieuse, l'exécution des prescriptions sanitaires.

Voici comment les choses se passaient d'ordinaire aussitôt qu'apparaissait un cas suspect.

La déclaration de la maladie contagieuse imposée actuellement par la loi aux médecins était déjà absolument obligatoire — on disait la *dénoncé* — et il y avait un commissaire chargé spécialement des dénonces auquel devaient être signalés au plus vite tous les malades et qui en prenait note sur un registre.

Les dénonces dit l'*Ordre* étaient reçues de cette façon.

« Le du mois de de l'année rue
 maison au pour enseigne
 ou appartenant à chez
(marquer la profession, le nom du malade soupçonné
et le nom du dénonciateur). »

La dénoncé enregistrée, le commissaire réquisitionnait un des chirurgiens que le médecin avait jugés aptes à cette fonction et le malade était examiné à domicile.

Le chirurgien était tenu de faire un rapport.

Si le cas était très grave, les conclusions du rapport demandaient l'envoi immédiat d'un confesseur ; si le cas n'était pas désespéré, il réclamait le nombre d'hospitaliers ou infirmiers nécessaires pour l'enlèvement du ou des malades et le transfèrement à l'hôpital d'isolement.

Une fois dénoncé, le malade ne s'appartenait plus et s'il faut en croire l'anecdote suivante que nous trouvons dans Ambroise Paré (1) les sévérités du règlement couvraient de bien dangereux abus :

« Qui en voudra des exemples bien récents, il en pourra savoir des habitants de Lyon. Aussi, en cette ville de Paris se sont trouvés des gens qui ayant fait entendre qu'un quidam, leur ennemi, avait la peste sans néanmoins qu'il eût mal quelconque le jour qu'il devait parler de son procès ou faire quelque acte où sa présence était précieuse, le firent ravir et emporter à l'Hôtel-Dieu par la force, quelque résistance qu'il pût faire étant plusieurs contre un ; et si de fortune, il implorait aide et miséricorde, les larrons et meurtriers l'empêchaient, criaient encore plus fort que lui, donnaient à entendre que le mal l'avait rendu démoniaque pour faire fuir chacun et cependant eurent le moyen de le pousser audit Hôtel-Dieu, le faire bien se coucher avec les pestiférés ou quelques jours après il mourut tant de déplaisir que de l'air infecté, ayant été sa mort auparavant vendue et achetée de beaux deniers comptants. »

*
* *

L'hôpital d'isolement qui était, en 1630, l'hôpital Saint-Laurent était desservi par un nombre de chirurgiens à poste fixe, dont le nombre variait suivant la quantité des malades.

(1) Ambroise Paré, p. 556.

D'ordinaire, il y avait un chirurgien pour quarante infects.

Ce service dangereux et pénible était dévolu à chacun à tour de rôle; ceux qui sortaient de l'hôpital étaient parfumés et prenaient le service de quartier et inversement.

Les appointements étaient modestes, 30 livres par mois et nourris; le prix de la nourriture était estimé 20 livres, ce qui portait les appointements à 50 livres en tout, mais on dut les augmenter, car nous voyons le barbier Sainte-Luce toucher 100 livres par mois.

Quand les chirurgiens étaient de service soit dans les hôpitaux d'isolement, soit dans les quarantaines, on retenait les 20 livres de nourriture et ils recevaient chaque jour: deux pots de vin pur, deux livres de pain blanc, une livre et demie de viande bouillie et le bouillon, mais le vendredi et le samedi, à cause du maigre rituel, la « chair » était remplacée par deux beurres de trois deniers pièces, deux œufs, trois onces de fromage et du potage.

Cependant, quand le temps de service interne était terminé, si l'administration se déclarait satisfaite, et surtout si les chirurgiens n'étaient pas morts de cette séquestration, on rendait à titre de gratification les sommes retenues pour la nourriture.

A ces conditions, les chirurgiens devaient faire aux malades deux pansements par jour, une visite quotidienne dans les quarantaines et rédiger chaque jour un rapport pour le médecin.

Ils avaient à prendre soin non seulement de la santé du corps mais encore du salut des âmes.

Dans son traité de la peste, Ambroise Paré termine en effet les conseils qu'il donne sur ce sujet par un chapitre qui n'est qu'un long sermon (1) destiné à être lu aux pestiférés si bien séparés du monde qu'ils ne pouvaient être assistés au dernier moment par aucun prêtre.

Ce hors-d'œuvre, petite admonestation extra-médicale, était faite, dit l'auteur « pour le jeune chirurgien se trouvant aux lieux où il n'y a ni prêtre, ni gens d'Église à la mort des pauvres pestiférés, comme j'ai vu le roi Charles étant à Lyon, pendant la grande mortalité où l'on enfermait aux bonnes maisons un chirurgien pour médicamenter ceux qui étaient pestiférés sans pouvoir être secourus d'aucune personne pour les consoler à l'extrémité de la mort ».

Il était absolument interdit aux chirurgiens de rien recevoir des malades, mais on leur fournissait de l'angélique et de la carline à mâcher pour éviter la contagion en pansant les bubons.

Étant donnés la mortalité et les dangers courus, on comprend que le recrutement ne fut pas toujours facile et pour trouver le personnel nécessaire et surtout expérimenté, il ne suffisait pas de faire appel aux gens de bonne volonté. C'est du reste une constatation qu'on est amené à faire quand on lit Ambroise Paré.

Les avantages si chèrement achetés par les chirurgiens, et malgré cela si souvent marchandés,

(1) Page 570.

comme nous l'avons vu, n'en suscitaient pas moins des jalousies et bien des colères, bien que la fonction ne fût rendue agréable par les manifestations de reconnaissance populaire, car toujours dans le même Ambroise Paré (1) nous trouvons ce détail sur la façon dont le peuple appréciait le dévouement de nos ancêtres.

« Qu'ainsi on a vu à Lyon, lors qu'on apercevait es rues les médecins, chirurgiens, barbiers élus pour panser les malades, chacun courir après eux à coups de pierres pour les tirer comme chiens enragés, disant qu'il fallait qu'ils n'allassent que de nuit de peur d'infecter les sains. »

La situation de ces malheureux praticiens n'était guère plus enviable en fin d'épidémie. Mal vus de leurs confrères, ils ne jouissaient pas de la sympathie de la clientèle.

Il fallait aux pauvres chirurgiens un réel courage pour accepter de soigner les pestiférés et c'est être bien sévère que de blâmer comme on l'a fait ceux qui se dérobaient par la fuite à un service public qui les faisait lapider (2) par ceux auxquels on s'était dévoué et qui ne faisait obtenir en compensation et récompense qu'un diplôme qui ne vous empêchait guère de mourir de faim.

Ambroise Paré qui cependant ne les aimait guère, ne peut s'empêcher de les plaindre et dit :

(1) Page 508.

(2) Voir dans les Actes Consulaires plusieurs faits de ce genre.

« Et voilà les pauvres médecins, chirurgiens, apothicaires et barbiers à blanc, lesquels ayant cette marque d'avoir été constitués à panser les blessés sont fuis après de tout le monde comme la peste même et ne sont plus appelés à l'exercice de leur art(1). »

Les pouvoirs publics ne badinaient pas et quand les bonnes volontés manquaient, les chirurgiens étaient embrigadés de force ; on leur donnait l'ordre sous peine des châtimens les plus graves de se montrer dévoués aux pestiférés.

Lyon, sous ce rapport, ne se différenciait pas de Paris, où Ambroise Paré donnait les conseils suivans :

« Quant aux médecins, chirurgiens, apothicaires, lesdits magistrats éliront gens de bien, expérimentés pour secourir le pauvre peuple non par le son de la trompette faisant proclamer (pour avoir bon marché d'une mauvaise marchandise) que s'il y a aucun compagnon qui veuille panser les pestiférés ils seront reçus maîtres. O Dieu ! quels bons maîtres ! Que s'ils prennent quelques médecins, chirurgiens expérimentés ce sera par fausses promesses ou par violence menaçant de les chasser à jamais de leurs villes. »

Notons à titre de curiosité qu'Ambroise Paré ne se contente pas de faire remarquer avec raison combien une pareille organisation était insuffisante, il propose un remède qu'il expose dans son livre.

(1) Voir Amb. Paré, p. 536.

« Je supplie MM. les magistrats qu'ils élisent, comme j'ai dit, gens bien expérimentés pour secourir les malades pestiférés et leur donner une pension honnête, non seulement pendant la nécessité mais toute la vie. A donc ne faudra nulle trompette, au contraire les plus expérimentés se présenteront volontairement au service d'eux et de leurs citoyens. »

CHAPITRE IV

Les établissements sanitaires permanents. L'Aumône générale. — L'Hôtel-Dieu.

La publication de l'*Ordre* n'était pas une simple formalité ; ce règlement avait de nombreux points de ressemblance avec une autre mesure de sécurité publique qui, par une singulière coïncidence, a gardé avec le même nom le caractère d'une mesure impérieuse sanctionnée par des pénalités très sévères.

En effet, l'*Ordre pour la maladie contagieuse* avait l'importance qu'aurait de nos jours l'*Ordre de mobilisation* en face de l'invasion étrangère.

Dans l'un et l'autre cas, en prévision d'événements extraordinaires pouvant surgir brusquement, on tient prêt à fonctionner une organisation destinée à faire face à des nécessités urgentes.

Une véritable milice sanitaire, avec ses cadres, dont chaque membre savait d'avance le rôle qu'il devait remplir pouvait être convoquée absolument comme en cas de péril national ; chaque citoyen en

vertu de son ordre de mobilisation sait aujourd'hui ce qu'il doit faire.

Mais à côté et même en dehors de cette organisation préparée pour des besoins extraordinaires et qu'une prévoyance bien éclairée tenait toute prête, il y avait à Lyon en 1630 des besoins que nous pourrions dire ordinaires.

Il y avait des malades, des infirmes même en dehors des temps d'épidémie de peste et c'est aux besoins de ces malheureux que répondaient deux établissements dont nous dirons un mot : l'Aumône générale (La Charité) et l'hôpital du Pont du Rhône.

*
* *

Il est à remarquer tout d'abord que nos ancêtres connaissaient fort bien le danger pouvant venir de ceux que l'on appelait les *infects*. Ils étaient si bien convaincus que le fléau ne pouvait être combattu avec succès que par l'isolement que, malgré les difficultés de toute nature qu'ils rencontraient, ils se refusèrent toujours à mélanger les pestiférés avec les autres malades et ils installèrent des hôpitaux absolument spéciaux, donnant ainsi il y a plusieurs siècles un exemple à méditer et à imiter.

Les découvertes les plus récentes nous ont confirmé les dangers de la contagion de bien des maladies que nous connaissons mieux que nos pères ne connaissaient la peste et cependant nos hôpitaux spéciaux sont encore à créer pour la variole, la diphtérie, la tuberculose, etc.

On se contente de l'isolement bien incertain des malades dans un quartier attenant à l'un des hôpitaux ordinaires.

En 1630, bien que le mode de contagion fût moins bien connu que de nos jours et bien que la science officielle enseignât que la maladie était due à « l'ire de Dieu » sans soupçonner l'existence d'un microbe, malgré l'influence d'idées religieuses qui auraient sinon justifié, du moins expliqué l'inertie des pouvoirs publics par une soumission résignée aux volontés de Dieu, l'isolement était excessivement sévère.

Dans une multitude de pièces de l'époque, nous voyons apparaître la crainte de laisser pénétrer le fléau dans les asiles réservés aux maladies ordinaires et dans les hospices, refuges des pauvres.

Cette précaution sauva sans doute bien des existences et les mesures qui furent prises à Lyon récemment et en prévision d'une nouvelle invasion de la peste arrivant de Marseille étaient certainement inspirées par les mêmes sentiments.

Sous Louis XIII, non seulement on prévoyait l'hôpital pour le traitement proprement dit des pestiférés, en fait l'hôpital Saint-Laurent, mais encore on tenait prêts un certain nombre de bâtiments pour y installer des quarantaines de convalescence et des quarantaines d'observation dont nous parlerons plus loin en étudiant les établissements sanitaires destinés exclusivement à fonctionner en temps de peste et qui disparaissaient avec l'épidémie.

*
* *

Nous n'avons à dire ici que quelques mots sur les établissements hospitaliers ou les institutions de bienfaisance qui existaient à Lyon à l'époque dont nous nous occupons, établissements et institutions existant encore après avoir traversé des périodes bien troublées.

Les mêmes infortunes ayant de tout temps frappé un certain nombre d'habitants des grandes cités, Lyon avait en 1630 des établissements destinés à pourvoir aux mêmes besoins que maintenant, car de tout temps aussi ceux qui jouissaient du privilège de la fortune et du bien-être consacrèrent une partie de leurs revenus ou soulagement des malheureux.

Aucune époque n'a eu le monopole de la bienveillance secourable aux infortunés.

Les œuvres que l'on croit nouvelles, parce qu'elles portent les noms nouveaux d'œuvres de solidarité sociale, existaient à l'époque que nous étudions et rien n'est plus facile que de retrouver, pour ainsi dire, leur acte de naissance dans les archives et dans l'histoire de l'Aumône générale (La Charité).

La population de Lyon qui atteignait le chiffre de 150.000 habitants environ permettait de réunir tous les services d'assistance dans un seul établissement et de les grouper sous l'administration des dix-huit

recteurs de l'Hospice de la Charité, hospice dont l'histoire est liée à celle de la peste (1).

Si 1630 marque en effet une période de déclin dans les épidémies de peste, si le résultat est dû aux mesures prises, il est intéressant de faire remarquer que la principale de ces mesures, l'isolement absolu, complet, des malades et des suspects, a été rendu facile grâce à certaines circonstances particulières un peu oubliées aujourd'hui peut-être et qui se rattachent à une calamité qui cent ans avant l'époque dont nous nous occupons avait affligé la ville de Lyon.

Voici l'histoire brièvement racontée du fait auquel nous faisons allusion.

Une disette avait amené, au commencement de l'année 1531, le prix du blé de dix sols au prix d'un écu et encore était-il très difficile de s'en procurer avec pareille somme.

Les provinces en amont du Rhône et de la Saône remplirent quantité de bateaux de pauvres affamés sans autre guide que la Providence, disent les

(1) Ce n'est qu'au fur et à mesure du développement de la ville et de l'augmentation de sa population que certaines catégories d'assistés furent réunies en groupes indépendants dont la direction fut confiée à des conseils d'administration nommés par les assemblées départementales. (Enfants assistés, orphelins, dépôt de mendicité.)

Pour être impartial, peut-être, faudrait-il même constater que la charité privée de notre temps a dû prendre à sa charge certaines catégories de malheureux (comme les incurables) qui avaient autrefois une place marquée dans les Etablissements charitables de 1630, et qui n'en ont plus à l'heure actuelle.

mémoires du temps, Providence qui fit aborder cette misérable flotte le 19 mai 1534.

Huit mille malheureux, dit-on, vécurent de la charité lyonnaise jusqu'au dimanche 9 juillet où ils furent réembarqués et renvoyés dans leurs pays, le blé ayant repris son cours normal.

Pour faire face à des besoins impérieux, on créa des fonds de secours, en faisant appel à la charité publique dont la générosité se montra à la hauteur des circonstances.

Après le départ des affamés, comme il restait en caisse quelques sommes, cet argent fut employé à l'achat de substances alimentaires, que des notables désignés par quartiers distribuèrent chaque dimanche aux indigents dans des endroits désignés d'avance. C'est dans ces endroits qu'allaient quémander les pauvres, d'où le nom de quémanderies qui, en s'altérant, devint dans beaucoup de pays celui de commanderies.

Ce sont ces organisations primitivement provisoires qui en se perpétuant ont donné naissance aux bureaux de bienfaisance actuels (1).

Les épidémies de peste qui suivirent cette famine ayant augmenté dans de très grandes proportions le nombre des pauvres mendiants, pour en débarrasser

(1) Les bureaux de bienfaisance ont gardé en effet les traces de cette organisation primitive jusqu'en 1890 environ. Si depuis cette date les secours sont délivrés par des fonctionnaires rétribués, avant cette époque à Lyon, comme dans bien d'autres villes encore aujourd'hui, les indigents se présentaient chez les distributeurs désignés pour y recevoir les secours nécessaires. Les fonctions de distributeur étaient gratuites et remplies par d'honorables personnes qui consacraient ordinairement le dimanche matin à cette œuvre de bienfaisance.

la ville, les distributions des quémanderies étant insuffisantes, on songea à les hospitaliser (1).

De même que la famine avait amené la création des bureaux de bienfaisance, de même ce premier essai d'hospitalisation contient en germe et même en réalisation le premier hospice que nous nommons maintenant dépôt départemental de mendicité.

Pour hospitaliser ces pauvres diables, une importante famille, dont le nom s'est conservé, la famille de Gadagne, fit don d'un immeuble dit maison de Saint-Laurent hors la porte Saint-Georges.

Cinq cents pauvres y furent d'abord logés, mais l'édifice devint vite insuffisant, des terrains furent achetés à Bellecour, et sur ces terrains Mgr d'Halin-court fit construire en moins de six ans, à ses frais, les premiers bâtiments de la Charité actuelle.

C'est cette maison de Saint-Laurent, abandonnée par les pauvres, qui servit d'hôpital d'isolement lors des épidémies de 1628-1629.

Jamais on ne se permit d'introduire dans l'hospice de La Charité aucun malade atteint d'affections contagieuses, même les plus inoffensives. Les prescriptions hygiéniques de l'époque sont à comparer avec les tolérances actuelles qui permettent d'accepter dans tous les hôpitaux des malades suspects sans

(1) On peut voir l'exposé des motifs de cette détermination et la façon dont il y fut donné suite dans un volume de 1662, rappelant les événements que nous venons de raconter ; ce volume est intitulé : *Institution de l'Aumône générale de Lyon*. Ensemble l'économie et le règlement qui s'observe dans l'Hôpital de Notre-Dame de la Charité où sont tous les pauvres renfermés. — A Lyon, sans nom d'imprimeur.

les avoir fait passer quelques jours au préalable dans une chambre d'isolement, les « cabanes », comme on disait à ce moment.

Malgré une confusion et un encombrement qu'on peut supposer, on ne trouve aucune trace de la présence même momentanée des pestiférés dans les chambres d'isolement réservées en temps ordinaire aux malades atteints d'écrouelles, teignes, vérole, en convalescence ou en observation, ou aux errants qui avaient le droit de demander l'hospitalité à la Charité pendant deux ou trois nuits (1).

La Charité, en outre, donnait du travail et un abri aux ouvriers sans emploi (2).

Le parement jaune et le bonnet de même couleur, disent les règlements, étaient imposés à ceux qui entraient dans la maison en temps de cessation de travail ou pour toute légitime cause, et ils étaient d'autant plus nécessaires qu'ils indiquaient ceux ou celles qui ne devaient rester que le temps fixé par le bureau. Les recteurs ne devaient accorder aucune dispense sur cet article, même lorsqu'il s'agissait de sortir pour se promener.

Véritable asile pour les malades atteints d'affections chroniques, comme nous l'avons déjà dit, des

(1) Le droit de séjour a été transféré plus tard à l'Hôtel-Dieu où le voyageur sans ressource pouvait s'arrêter deux ou trois nuits consécutives pour se reposer. Cet usage est tombé en désuétude, mais n'est-ce pas là encore l'embryon des asiles de nuit que l'on croit volontiers d'origine plus récente?

(2) Atelier national ou mieux communal, cette fondation remplaçait les œuvres actuelles d'assistance par le travail, mais rien n'existe actuellement pouvant absolument être comparé à cette forme d'assistance qui existait à l'Aumône générale en 1630.

infirmes avaient été établies pour y placer ceux qui ont le malheur d'être atteints de certaines maladies incurables :

Asile pour les orphelins et enfants illégitimes, comme pour les enfants légitimes, qui y étaient confiés pour un temps fixé.

La Charité nourrissait en outre et habillait un certain nombre d'étudiants pauvres.

C'étaient de vrais boursiers que les six Arthaud dont un, tous les quatre ans, entraient chez les Minimes. Deux autres, natifs de la Grave en Dauphiné, étaient destinés à la prêtrise, et enfin un autre encore natif de Saint-Geoire étudiait pour entrer dans les ordres.

La Charité, avec ce grand nombre d'hospitalisés, serait d'autant plus facilement devenue un foyer de contagion et de propagation terrible, dangereux pour la ville, les couvents, les écoles, les ateliers, si l'isolement n'avait été impitoyablement pratiqué, qu'il ne faut pas oublier que tout ce qui pouvait travailler était astreint à faire sa tâche et l'Aumône générale tissait des bas, dévidait de la soie, etc., pour le dehors.

*
* *

L'Hôtel-Dieu ou Hôpital du Pont du Rhône ne semble pas non plus avoir fourni un contingent sérieux à la maladie contagieuse.

Bien plus, un simple rapprochement de date semble indiquer que les malades à l'Hôtel-Dieu ont recueilli

un bénéfice de l'enseignement ou mieux des expériences faites en temps de peste, et c'est en 1630 en effet que fut prise la résolution de donner un lit à chaque malade.

Avant cette époque, dit Guigue (1), chaque lit servait souvent à cinq malades.

En 1630, le grand Hôtel-Dieu, lieu de refuge désigné pour les malades de tous pays, était déjà une antique institution florissante (2) ayant son règlement spécial dont on préparait l'impression et qui devait paraître en 1636, sous la signature de Gaspard Thorel (3).

Cet hôpital restait ouvert aux pauvres malades, mais obstinément fermé aux pestiférés.

Les historiens contemporains de Louis XIII qui se sont occupés de cet édifice, comme Thorel que nous venons de citer et le jésuite Pierre Bouillond qui ont fouillé les archives pour écrire l'histoire de leur pays natal, ne nous ont rien laissé qui puisse faire supposer que la peste eût amené quelque modification dans l'organisation et l'état sanitaire de cet hospice.

Les œuvres de ces auteurs sont remplies surtout par des dissertations sur les recherches des noms des fondateurs de l'édifice, noms qui se perdaient

(1) GUIGUE : Recherches sur N.-D. de Lyon, citation elle-même empruntée à Pointe, p. 66.

(2) « Opus vere regium et hodie florens », p. 100 et 102 de l'édition 1628 de la chronologie historique des archevêques de Lyon, par Jacques SEVERT, cité par M. Guigue.

(3) Forme de gouvernement économique du grand Hôtel-Dieu de N.-D. de Pitié du Pont du Rhône, de la ville de Lyon. — A Lyon, à l'imprimerie de Jean-Aimé Caudy, 1636.

déjà dans la nuit des temps, et, pour le dire en passant, signalons ce fait, c'est que 1630 est l'année où l'on voit la légende de Childebert et Ultrogothe prendre quelque consistance.

Ce manque de documents relatifs à la peste de 1628-1629 nous confirme donc dans cette idée que, depuis 1478, l'Hôtel-Dieu n'avait reçu aucun malade atteint de la peste et ne devait plus en recevoir.

En 1478, dit Guigue (p. 103), une terrible peste désolant alors Lyon, le consulat fut enfin forcé de s'émouvoir d'une telle situation et de prendre les mesures que commandait l'urgence.

Par sa position écartée de la partie populeuse de la cité, par la disposition de ses vastes édifices et l'étendue de son périmètre, l'hôpital du Pont du Rhône était de tous les autres hôpitaux l'établissement le plus convenable pour recueillir les malheureux atteints de la contagion..., les consuls demandèrent au nom de l'intérêt général de soustraire l'hôpital à l'autorité des moines de Chassagne et de la leur confier, s'engageant à relever les bâtiments ruinés...

Comme on le voit, à partir de la fin du xv^e siècle, la très intéressante histoire de notre vieil hôpital ne peut fournir les éléments d'aucun chapitre à ceux qui s'occupent de Lyon pendant les épidémies de peste et il faut en féliciter très sincèrement les recteurs qui surent défendre contre l'invasion du mal contagieux, les malades qui s'étaient confiés à eux.

CHAPITRE V

Organisations temporaires en temps de peste.

Les Quarantaines. — L'Hôpital Saint-Laurent.

Les organisations sanitaires *provisaires* qui existaient en 1630 étaient des organisations les unes purement administratives, les autres médicales.

Une épidémie de peste apportait de telles perturbations dans la vie et les habitudes de la cité qu'il y avait à prévoir non seulement un service médical, comme celui que nous avons décrit, mais il fallait encore prendre des mesures de détail fort nombreuses et d'une importance considérable sur lesquelles nous allons dire un mot maintenant.

L'étranger venant des pays contaminés se heurtait en arrivant à Lyon à des compagnies de guet qui remplissaient sans enthousiasme un devoir civique désagréable et cherchaient par tous les moyens à y échapper. Les échevins, au contraire, nous l'avons vu, faisaient à chaque instant renouveler leur pouvoir et confirmer leur autorité, pour avoir sous la main un personnel nombreux et rendre l'isolement effectif.

« Quand un cas de peste était signalé dans le voi-

sinage, dit le professeur Courmont, on entourait la ville de deux cordons de troupes, formés de soldats suffisamment rapprochés pour que personne ne pût entrer, avec l'ordre formel de fusiller impitoyablement quiconque essaierait de les forcer.

L'étranger qui voulait pénétrer dans la ville était arrêté et conduit au chirurgien désigné par le médecin commissaire puis examiné avec soin.

S'il était atteint d'une affection quelconque, on donnait un certificat d'entrée à l'Hôtel-Dieu ; s'il était atteint de la peste sans aucun doute possible, il était isolé et envoyé à l'hôpital Saint-Laurent.

On n'avait pas alors les voitures spéciales dont on dispose à notre époque, mais dans chaque faubourg étaient désignés des porteurs de « chaises » qui obéissaient aux réquisitions des chirurgiens pour le transport des malades.

Entretien et nourriture des « passants » étaient au compte de la ville.

Si le voyageur n'était que suspect, on l'envoyait à la *quarantaine de surveillance* pour vingt jours.

Cette quarantaine, où les hommes étaient séparés d'avec les femmes, véritable hôpital de filtration, était installée dans des bâtiments bien distincts et éloignée des quarantaines de convalescence et des quarantaines d'approbation.

Dans ces quarantaines d'observation on plaçait le malade dans des cabanes que l'on désinfectait, ou mieux, les religieux ayant la surveillance veillaient à ce que le suspect désinfectât, reblanchît et lavât lui-même son propre linge.

Le même R. P. surveillait aussi le portier qui ne devait rien laisser pénétrer, objet ou personne, sans un billet spécial et dont la fonction consistait aussi à ne pas mettre les « quarantains » amenés par les porteurs en contact immédiat avec les anciens.

On imposait aux nouveaux venus un séjour d'au moins une nuit dans la chambre joignant au parfum.

Au bout de vingt jours, si le mal ne s'était pas déclaré, le religieux gouvernant la première quarantaine, faisait passer son suspect au religieux de la quarantaine dite « quarantaine d'approbation ».

Il y trouvait les malades de Saint-Laurent guéris qui avaient subi l'épreuve de la quarantaine (de vingt jours) de convalescence.

On faisait à nouveau blanchir et parfumer les hardes venues de la ville et, après un court séjour de cinq jours seulement, on leur rendait complète liberté.

*
* *

Dans quelques circonstances exceptionnelles, quand le nombre des malades était trop grand, ou encore lorsque des familles entières étaient suspectes, on autorisait les quarantaines à la campagne.

Dans ce cas, les suspects sortaient de la ville munis d'un billet signé d'un des commissaires députés pour le fait de la santé.

A leur retour, ils ne passaient pas par la quarantaine d'approbation ou de la Fleur de Lys et ren-

traient directement à leur logis avec un billet spécial.

Les clefs de leur logis leur étaient données par le commissaire chargé du parfumage après désinfection.

*
* *

Si le sujet était atteint du mal étant en quarantaine d'observation, on emportait le malade et sa literie à Saint-Laurent ; le lit du voisin était désinfecté et la durée de la quarantaine n'était alors comptée qu'à la date de l'apparition du cas inattendu.

*
* *

L'isolement du pestiféré atteint en ville se faisait par les soins du commissaire des Dénonces.

Les religieux de l'hôpital Saint-Laurent, sur avis de ce commissaire, envoyaient des bateaux plats ou bèches — nom qui s'est conservé dans le patois local — pour enlever les malades. Ces bèches étaient accompagnées par des hospitaliers (infirmiers) qui étaient eux-mêmes assistés de gardes en cas de résistance des familles.

On inscrivait sur un registre le nom, l'adresse du malade et l'inventaire des objets qu'il apportait avec lui ; la dernière colonne de ce même registre était réservée à la date de la mort.

Pour les enfants, une médaille de plomb rece-

vant une inscription spéciale servait de carte d'identité.

Les enfants à la mamelle étaient nourris par des chèvres entretenues aux frais de la municipalité ou confiés à des nourrices prises à la Charité et payées dix livres par mois.

*
* *

Quand le suspect quittait sa maison, le jour même ou au plus tard vingt-quatre heures après, les parfumeurs, sur l'ordre du commissaire, se rendaient dans le domicile indiqué avec deux quarantains servant de témoins et des surveillants pour empêcher les détournements.

La maison était balayée, le linge désinfecté, la paillasse brûlée sur le bord de la rivière; des cordes étaient tendues pour étaler les vêtements, hardes, etc. et on mettait ensuite le feu à deux livres de parfum concassé qui brûlait dans l'appartement.

Les quarantains témoins emportaient les clefs qui étaient passées au feu et munies ensuite d'une carte indiquant le nom du propriétaire parfumé, son adresse et la date de l'opération.

Les gardes faisaient vider les poches et les sacs des quarantains pour s'assurer que rien n'avait été dérobé et en reprenant ses clefs, le propriétaire payait cinq livres, sauf indigence, pour frais de parfumage.

Si les héritiers légitimes avaient disparu, emportés

par le fléau, les clefs étaient remises aux personnes désignées par ordonnance de « Messieurs du Siège ».

En fin d'épidémie, Saint-Laurent et les quarantaines étaient désinfectés. Les lits de plumes, oreillers et traversins (coïtres et traversis) étaient soigneusement parfumés et on ne devait s'en servir qu'une année après ces minutieuses désinfections.

Ceux qui avaient fait ces longues opérations terminaient leur travail en achevant de remplir de chaux vive la fosse des morts, ils prenaient ensuite un bain spécial et dix jours après pouvaient « fréquenter ».

Comme l'organisation temporaire dont nous venons de décrire le fonctionnement devait disparaître avec le mal contagieux, dès la fin de l'année 1629, la maladie s'étant atténuée, les Commissaires de la santé s'étaient relâchés peu à peu de leur sévérité première. C'est donc pour une étude complète des mesures préventives prises contre la peste que doit être réservé l'examen détaillé et la critique des mesures que nous n'avons fait qu'énumérer ici d'une façon sommaire et nous ne devons pas oublier que nous nous sommes donné comme tâche l'étude d'une période choisie en fin d'épidémie.

Aussi sans nous étendre davantage sur un point particulier très intéressant et afin de donner à cette époque sa physionomie spéciale, il nous reste à faire un résumé des travaux des « commissaires, députés pour le fait de la santé » en puisant les renseignements à la source même.

C'est en lisant les procès-verbaux de cette com-

mission qu'on voit pour ainsi dire s'éteindre la maladie, malgré quelques incidents qui de temps en temps font craindre un réveil brusque de l'épidémie. C'est aussi en analysant les délibérations prises à l'occasion de certains menus détails qu'on achève de se faire une idée juste d'une période de l'histoire médicale de Lyon dont trois siècles vont bientôt nous séparer.

CHAPITRE VI

Résumé des travaux des commissaires de la santé en 1630.

Après nous être étendu sur les événements importants et susceptibles de présenter quelque intérêt au point de vue médical, une revue rapide des faits consignés dans les manuscrits originaux de 1630, nous permettra de nous rendre compte des détails qui absorbaient l'activité des commissaires de la santé et de contribuer à l'histoire de l'année qui vit s'étendre la dernière grande épidémie de peste.

C'est dans les registres des délibérations des membres du Conseil de la santé et les Actes consulaires que nous avons puisé pour ce chapitre, comme d'ailleurs pour les précédents et c'est à cette source que pourront s'adresser encore ceux qui s'intéressent à ces études.

(1) Voir : *Actes consulaires* BB, 209, pour la table et vol. CLXXVII et CLXXVIII pour les délibérations. Voir également *Inventaire Chappe*, série G G, pour les procès-verbaux des séances des commissaires de la santé pendant 1630, les années antérieures et postérieures.

La Commission de la santé se réunissait très souvent, quelquefois tous les deux jours quand les événements le demandaient.

Les séances étaient ordinairement remplies par des discussions sur les mesures à prendre relativement aux marchandises et aux personnes venant de telle ou telle région, aux amendes à infliger, aux quarantaines à imposer et aux sommes à payer pour le parfumage des maisons, la nourriture et l'entretien des familles mises en quarantaine.

La première séance de la Commission de santé en 1630 a été tenue le 3 janvier, le prévôt des marchands se nommait alors Sève. Dupré et Guillon étaient échevins (1).

Le 3 janvier, on nommait également les recteurs de l'Hôtel-Dieu du Pont du Rhône (2).

Les commissaires de la santé en fonction pour cette année étaient Meiller, Mizaud, de Charly, Ballier, Coquel, de Codeville, de Silvecane, Ballet, le médecin Marcellin, Rochette et Duplomb.

Tous étaient fort réguliers aux séances et nous verrons même la signature de deux d'entre eux encore apposée sur les registres quelques jours seulement avant leur mort.

Le 28 janvier, des mesures sont prises pour empêcher les soldats rejoignant l'armée d'Italie de cher-

(1) La délibération consulaire qui les nomme, déclare qu'on attendra, pour les installer officiellement, la visite du cardinal de Richelieu, mais cette visite se faisant attendre, l'installation officielle eut lieu le 31 janvier.

(2) Voir leurs noms aux folio 14 des *Actes consulaires*.

cher un gîte à l'hôpital Saint-Laurent, où ils allaient se réfugier sans souci de la contagion possible.

Il ne faut pas oublier qu'après la sortie des infects, leur literie devait rester un an inutilisée.

Toujours ce même 28 janvier, on supprime la quarantaine installée dans la maison et la vigne du sieur Terrier louées par la ville, par les soins de l'ex-consul Bayle (1).

Pour trouver les ressources nécessaires et payer leurs dettes les Échevins décident en même temps de poursuivre sévèrement la rentrée de la taxe imposée pour faire face aux dépenses du service de Santé, taxe dont bon nombre d'habitants cherchaient à se dispenser (2).

Le 9 février (Folio 54-55) les consuls prenaient une longue délibération, affirmant que Lyon n'avait plus de cas de Mal contagieux (3).

Immédiatement après cette déclaration de disparition de la peste sont consignées des mesures énergiques de défense prises en vue de l'invasion possible par les marchandises et les personnes arrivant des pays contaminés.

Saint-Étienne-sur-Furen, Villefranche, Mâcon,

(1) Les Échevins n'avaient pu mettre que tout récemment à la disposition des commissaires de la santé les sommes nécessaires du paiement de cette dette et jusque-là les commissaires, non seulement avaient payé de leur personne, mais encore de leur bourse. Jusqu'au 14 janvier, ils avaient avancé de leurs propres deniers plus de 9.000 livres.

(2) Voir F. 51, *Actes consulaires*.

(3) Nous trouverons plus loin et souvent la preuve que cette délibération officielle était faite plutôt dans l'intérêt du commerce que dans l'intérêt de la vérité.

Issoire, Avignon, sont successivement dénoncés comme des foyers de peste. Les marchandises de ces pays devaient être parfumées ; le parfumage confié aux soins du commissaire Coquel se fait sous la surveillance et dans un local désigné sous le nom du « Chappiau rouge ».

En *Mars*, on décide qu'il faut pour entrer à Lyon des certificats individuels ou *bullettes de santé* émanant de villes ayant fourni des certificats notariés, avec rapports et constatations approuvés de leurs consuls, affirmant un état sanitaire excellent.

Toujours en *Mars*, les chirurgiens qui avaient soigné les pestiférés sont définitivement payés (1).

Au mois d'*Avril*, les commissaires de la Santé organisent une procession qui doit partir de la Charité (Bellecour).

En *Mai*, un curieux conflit indique bien que les commissaires n'entendent pas que l'on dédaigne leurs prescriptions, malgré la disparition du mal contagieux.

Un sieur Campi ayant un billet sanitaire signé du vicaire de Saint-Didier-sur-Chalaronne, est envoyé en observation de quarantaine pour quelques jours à la Croix-Blanche de Saint-Vincent.

Ce sieur Campi, ayant cru devoir se dispenser d'aller au logis indiqué, est dénoncé et condamné à 50 livres d'amende.

Cette amende est applicable dit l'arrêt, aux néces-

(1) Le mandat qui leur est délivré solde leurs appointements non seulement pour la durée de leur service effectif, mais aussi pour leur temps de quarantaine.

sités du service de Santé dont la caisse, nous l'avons vu, n'était pas toujours bien garnie.

En ce même mois, le roi Louis XIII vient à Lyon. Guillon, échevin, et Grollier, procureur du roi sont allés au devant de lui.

Les 2, 3, 5 mai, réceptions et compliments officiels.

Les discours des élus municipaux qui tiennent en quatre lignes affirment leur dévouement à Sa Majesté et Sa Majesté, montrant à peine son visage, répond, souvent sans descendre de sa litière, en quelques mots que les *Actes consulaires* insèrent sans commentaires (1).

En *Juin*, onze chirurgiens sont encore désignés non pour faire à tour de rôle un service à l'hôpital Saint-Laurent, mais simplement pour qu'en cas de réapparition de la maladie, les malades soient immédiatement pourvus des soins nécessaires.

C'est une création sanitaire de prévoyance et les appointements sont fixés à 30 livres et à la nourriture.

En juin toujours, le bureau de la Santé prend à bail, pour se réunir, un local définitif.

En fait, ce bail indique que les commissions d'hygiène sont installées définitivement. La peste dis-

1) V. folios 118-119-120 et suite.

Aucune mesure extraordinaire, aucune dépense pour la réception du roi, aucune délibération spéciale n'indique que la présence de Louis XIII ait modifié en quoi que ce soit la vie ordinaire de la ville. Il s'agissait sans doute là d'un passage sans appareil, n'ayant rien de solennel.

Les Échevins se contentent de dire au roi qu'ils lui souhaitent bon voyage et le roi les remercie de ce souhait.

L'arrivée d'un simple ministre laisserait aujourd'hui plus de traces dans les délibérations des corps élus.

paraîtra, mais l'organisation née pour en empêcher le retour survivra.

Le 18 juin, Mâcon est signalé comme infecté et les mesures ordinaires sont prises.

Montluel au contraire est débarrassé du mal et ses marchandises entrent en franchise.

A partir du 10 *Juillet*, et pour la commodité des affaires, vu la chaleur, les séances de la commission ont lieu à 5 heures du soir.

C'est dans la première de ces séances de l'après-midi que se trouve le texte *in-extenso* de l'arrêt du Grand-Conseil, dans l'affaire des barbiers, dont nous avons dit un mot dans le premier chapitre.

A partir du mois d'*Août*, la commission de la Santé siège plus fréquemment et même quelquefois tous les deux jours.

Les événements en effet réclament une vigilance plus grande.

Lyon est traversé par les soldats qui se rendent à l'armée d'Italie et qui ne se plient pas volontiers aux formalités imposées par les Consuls.

Les officiers et tous les courtisans qui accompagnent Louis XIII revenant à Lyon pour la seconde fois la même année, prétendent bien aller et venir sans avoir à présenter des certificats et bullettes de santé.

Pour éviter tout conflit et tout danger, il est bien décidé que M. d'Hoquincourt signera des billets donnant droit de traverser Lyon sans autre formalité, mais la crainte du fléau devient très vive quand on voit revenir les soldats d'Italie, pays infecté.

Le 17 et le 25 août, des processions aux Minimes et des processions de pénitents blancs à Saint-Roch sont ordonnées (1).

Le mois de *Septembre* est marqué par une activité plus grande encore que de coutume de la part des commissaires de la Santé et par un événement historique important.

Les 5 et 10 septembre, le commissaire Coquel est chargé de prendre des mesures spéciales contre tout ce qui vient d'Italie.

Le 20 septembre, on désigne une « maison de probation » à la Guillotière pour les soldats venant d'Italie. C'est une vraie quarantaine de surveillance qu'on leur impose.

Le 23 septembre, on ouvre à nouveau l'hôpital Saint-Laurent et on le tient prêt à recevoir les pestiférés (2).

C'est à cette date aussi que se place l'événement historique auquel nous faisons allusion, la maladie de Louis XIII.

Cette maladie a été longuement commentée et décrite (3) par le Dr Masson.

Le diagnostic de cette affection fait l'objet d'une discussion très serrée et très documentée, que l'au-

(1) Saint Roch avait, dit-on, le pouvoir particulier de guérir la peste. Dans la conférence de M. le professeur Courmont, on trouve plusieurs anecdotes très curieuses sur ce saint.

(2) Il semble que cette mesure de précaution a été inutile, car on ne trouve nulle trace de cas de peste, ni aucune désignation de personnel pour donner des soins aux malades.

(3) Voir le volume *La Sorcellerie et la Science des poisons au XVII^e siècle*, du Dr MASSON ; Hachette, éditeur, 2^e édition.

teur que nous venons de citer a éclairée de considérations d'ordre historique qui démontrent l'importance considérable de l'événement en lui-même et les conséquences générales qu'il a eues ; mais ce qui nous a le plus frappé c'est le mutisme à peu près complet des documents officiels existant dans les archives lyonnaises (1).

C'est en effet seulement dans la correspondance particulière de l'entourage du roi qu'on a trouvé des renseignements comme ceux que contient la lettre du P. Suffren, confesseur du roi, au R. P. Jacquinet, lettre écrite de Lyon et datée des derniers jours de septembre 1636.

Nous ne voulons pas refaire après le D^r Masson l'historique de cet événement, mais nous devons le signaler autant à cause de son importance qu'à cause de l'inexplicable silence des Archives que nous avons consultées à Lyon.

En *Octobre*, Louis XIII, guéri et reparti, la crainte de la peste semble être devenue brusquement assez vive et des cas sont même signalés dans un couvent (aux Minimes).

Immédiatement, les Commissaires font annoncer que la dénonce est obligatoire et ils informent les

(1) Le mutisme est une preuve que le D^r Masson aurait pu ajouter à l'appui de ses idées quand il écrit :

« Une complicité tacite, intéressée, s'établissait spontanément entre tous ceux qui pensaient avoir soupçonné ou deviné quelque chose (*loc. cit.*, p. 9).

« Le silence se faisait officiel absolu, une légende naissait, grandissait peu à peu, s'infiltrait dans l'histoire, etc.). »

chirurgiens que s'ils veulent se soustraire à cette obligation, ils seront frappés d'une amende de 300 livres (30 octobre).

Le 8 *Novembre*, nous trouvons dans les procès-verbaux cette pièce :

« Sur ce qui a été rapporté, que le sieur de la
« Clostre, médecin, a traité un serviteur atteint de la
« contagion, chez le sieur D... et une fille de lavan-
« dière, près le Cheval-Verd, atteinte d'un charbon à
« la bouche et ne laisse de fréquenter à la ville, a
« été arrêté et demeurera dans sa maison, jusqu'à ce
« qu'il en soit ordonné autrement. »

Le 20 novembre, un autre chirurgien, coupable du même délit est sommé de ne plus faire de visite, sous peine de punition corporelle (1).

Au mois de *Décembre*, le 31 et à la dernière réunion des commissaires, on annonce la mort et les funérailles de l'un de ceux dont la signature se rencontre encore cependant jusqu'au 13 décembre. C'est Ballet (Barthélemy).

Coquel, que nous avons si souvent cité et qui présidait aux désinfections, meurt, à son tour, quelques jours après (janvier, 1631).

Enfin, à la dernière page des registres manuscrits que nous avons lus, nous trouvons sous la signature du Commissaire de Silvecane les lignes suivantes :

« Reste expédié certificat constatant que durant la

(1) C'est l'estrapade qu'on appliquait alors.

maladie contagieuse sont mortes en cette ville, quarante ou cinquante mille personnes (1). »

C'est ainsi que se terminent les procès-verbaux de 1630, et dépasser la date de ce document serait aller au-delà des limites que nous nous sommes fixées.

Bien que nous nous soyons borné à faire un résumé forcément écourté des événements, nous croyons avoir montré du moins que c'est une année dont l'histoire méritait d'être faite et nous avons aussi mis en évidence l'erreur dans laquelle sont tombés plusieurs écrivains (2) qui n'ont pas même cité Lyon parmi les villes atteintes par le fléau.

La vérité est que si beaucoup de villes ont eu à souffrir autant que Lyon, Lyon fut du moins une des villes où l'on sut le mieux se défendre.

(1) Nous devons cependant à la vérité de dire que le sympathique conservateur des Archives municipales qui a si gracieusement facilité nos recherches, M. Rochex, ne regarde pas ce chiffre comme exact.

Il le croit fort exagéré et fait remarquer qu'en 1628, d'après les états établis par un certain Gryphius, le nombre des décès ne fut au début de l'épidémie que de 6 ou 7 par jour pour atteindre au maximum, 30, 35 ou 40.

(2) Celui qui a fait par exemple l'article *Peste* du Grand Dictionnaire de Larousse

CONCLUSIONS

L'année 1630 a droit à une place à part dans l'histoire médicale de Lyon.

En présence des heureux résultats obtenus par l'ensemble des mesures prophylactiques consignées dans les Actes consulaires et Procès-verbaux des séances de la Commission de la santé, les Consuls, Echevins, Prévôts des marchands et Commissaires de la Santé décidèrent plus tard dans l'intérêt des générations futures de conserver l'histoire des organisations sanitaires auxquelles ils attribuèrent leur salut.

C'est en effet en 1630 qu'on voit apparaître des Commissions qui, en dehors des temps d'épidémie, fonctionnent, se réunissent et remplissent le rôle de nos Commissions d'hygiène actuelles.

Ce sont ces Commissaires dits Commissaires députés pour la Santé qui, après avoir éteint l'épidémie sur place, empêchèrent la réapparition de nouveaux foyers de contagion.

Les délibérations des Commissaires de la santé qui fonctionnaient sous la surveillance des pouvoirs

publics, dont on peut consulter les procès-verbaux dans les archives de Lyon, témoignent de la prévoyance éclairée des Corps élus de cette époque et nous pouvons même dire que, si la maladie contagieuse venait à réapparaître au XX^e siècle, notre premier devoir serait de prendre des mesures identiques à celles que nous trouvons indiquées dans l'*Ordre Public*. Nous n'aurions à y ajouter que ce que les découvertes bactériologiques récentes et une connaissance plus approfondie des antiseptiques nous ont appris en ces dernières années.

Vu :

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE.
LACASSAGNE.

Vu :

LE DOYEN,
LORTET.

Vu et permis d'imprimer :

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE.
Président du Conseil de l'Université
G. COMPAYRE.

LYON

IMPRIMERIE A. STORCK ET C^{ie}

Rue de la Méditerranée, 8
